

CONFÉRENCE - DÉDICACE | Mercredi 29 juin 2011

" LES 30 GLORIEUSES SONT DEVANT NOUS "

La France a les ressources pour relever le défi !



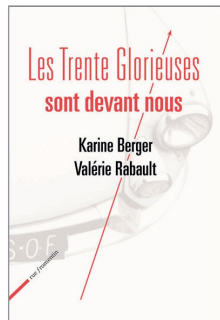
Valérie RABAULT

Economiste, co-auteure avec Karine BERGER de l'essai :
« Les 30 glorieuses sont devant nous », Editions Rue Fromentin, 2011.



[« *LES 30 GLORIEUSES SONT DEVANT NOUS* »

Edition Rue Fromentin



« Vous pensez que la France est en train de tomber. Qu'elle n'est plus qu'une puissance " has been " dans la compétition internationale, victime des marchés financiers et de la mondialisation. En crise, et incapable en plus de se réformer. Et si tout n'était pas joué ? Et si le pays était encore en mesure de se relever pour entamer une nouvelle période de prospérité ? Et si le scénario des « 30 glorieuses » (...) se rejouait d'ici 2040 ? »

Les Editions Rue Fromentin présentent ainsi l'essai de politique économique, que Valérie RABAULT a présenté et soumis au débat à l'Institut Kervégan le 29 juin 2011.

[VALÉRIE RABAULT

Trentenaire, **Valérie RABAULT** est diplômée de l'Ecole des Ponts et Chaussées. Elle travaille en banque comme responsable Risk Stratégie Dérivés-action et a été distinguée par Financial News parmi les 100 femmes les plus influentes de la finance européenne.

[KARINE BERGER

Karine BERGER, également trentenaire, est chez les économistes, la voix médiatique montante, classée par Capital en juillet 2010 parmi les « Jeunes cracks qui préparent la relève ». Ancienne élève de l'Ecole Polytechnique, de l'ENSAE, de Sciences-Po et de l'Université de Droit Paris-II, elle intervient régulièrement dans « le club de l'économie » de LCI et sur BFM Business.



[*Propos introductif*]

Comment peut-on dire « les 30 glorieuses sont devant nous » ! Dans le contexte actuel de la crise financière, comment peut-on être optimiste, quand cet après-midi, le parlement grec, sous la pression des organisations internationales, a décidé que le plan d'austérité était voté ? Est ce que l'optimisme est le bon mot ou est-ce qu'il ne faut pas dire, comme Mendès France, que la question n'est pas d'être optimiste ou pessimiste, la question est d'être déterminé ! Comment dans un tel monde, on peut encore être déterminé ? C'est cette question que l'on s'est posé avec ma co-auteure, Karine BERGER.

Ce livre a une triple genèse : une genèse personnelle, une genèse de réaction et une genèse de prospective.

[*La genèse personnelle*]

Ma co-auteure Karine Berger et moi nous sommes retrouvées il y a 3 ans, en 2008/2009 dans nos entreprises respectives, à des postes où on nous disait - et c'est la première fois qu'on nous le disait comme ça - : « selon les décisions que vous prendrez vous sauverez ou ne sauverez pas des emplois ! » . Quand vous avez 35 ans, que vous ne savez pas comment le lendemain va être fait, que tous les jours des mauvaises nouvelles arrivent, vous vous sentez réellement « in charge » comme le diraient les Anglo Saxons et à titre personnel, ça m'a vraiment changée. On a vu des PME se battre sur le terrain, y arriver ou pas, mais on a vu des gens mobilisés ! Alors comment sortir de cette période quand la seule chose qu'on nous dit c'est que la France est « foutue », que l'avenir est en Chine ou au Brésil, que la France n'a rien à dire dans le paysage mondial ! C'est franchement déprimant ! On s'est dit que ce n'était pas juste, vis-à-vis de tous les entrepreneurs, tous les salariés et les industriels qui se sont battus pendant toute cette période parce qu'ils croyaient dans leur activité et qu'ils avaient envie de maintenir des emplois en France.



[La genèse de réaction

Le deuxième point a été de se demander si d'autres gens pensaient comme nous ? On a fait quelques recherches, et nous avons été horrifiées de constater que depuis 15 ans, les seuls livres d'économie qui se vendent très bien, sont des titres comme « La France qui tombe »¹, « L'Horreur économique »²... le discours économique a été complètement accaparé par cette vague « décliniste ». Ce n'est peut-être qu'une vague, mais à force de se dire qu'on est mauvais, on finit par en être convaincus, et cela a des conséquences sur notre propre mobilisation à faire avancer la machine économique. J'avoue avoir du mal à pardonner à certaines élites intellectuelles d'avoir trop distillé, certes avec talent, cette idée du déclin, que la France est en train de tomber. Alors, notre démarche est née d'une volonté de résistance face à ce discours économique ambiant.

[La genèse prospective

Autre étape de la genèse : la question de savoir si nous étions nous-mêmes capables de proposer quelque chose, de se projeter dans le futur. Comment aller au-delà du « y'a qu'à / faut qu'on » ? La France a des atouts que l'on pourrait activer un peu mieux pour retrouver une certaine croissance, peut-être pas celle des « vraies glorieuses » de 1945 à 1975, qui s'élevait de 5 à 6% par an, mais au moins une croissance à 2,5% / 3%.

Enfin, le choix de la date de sortie du livre n'est pas anodin. Le livre sort un an avant des échéances électorales très importantes ! On a voulu apporter un « petit caillou » pour faire en sorte que le débat économique puisse exister pendant cette campagne électorale pour les Présidentielles, qu'il puisse émerger, entre ceux qui veulent faire de la rigueur à tout prix et les autres qui veulent faire une politique d'offre. Quel sera le débat ? Va-t-on demander aux Français s'ils veulent de la croissance ou pas ? Comment peut-on la faire ? Ce sont des questions que l'on aimerait voir émerger dans le débat public et qui ne sont pas faciles !

1. Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Editions Perrin, 2003
2. Viviane Forestier, *L'horreur économique*, Editions Fayard, 1996



[*Le scénario gris*]

Pour tenter de répondre à la question, « on fait quoi et comment ? », on a commencé par se demander ce qui allait se passer si nous ne faisons rien ? Est-ce que la France tombera vraiment ? Est-ce que ce sera l'horreur économique ? Et, bien, ce n'est pas si noir que cela ! C'est un peu « gonflé » de le dire au vu des mauvaises nouvelles que l'on entend ! Pour tenter de répondre à la question, nous avons fait des projections jusqu'à 2040, avec pour hypothèse une croissance pour l'Hexagone à 1,5%, à peu près ce qu'on a eu ces dix dernières années. On a aussi fait évoluer tous les autres pays (la Chine à 8% puis à 5% à partir de 2018), on a fait différentes simulations et on a vu que la France passait entre 2010 et 2040 de la 5^{ème} place à la 6^{ème} place mondiale en terme de PIB. C'est quand même très bien ! Le PIB par tête passerait de 46 000 dollars (en dollar 2010). C'est une sorte de scénario gris. Ça vaut pour le PIB, la création de richesse, mais en revanche, ceci n'est pas suffisant pour faire fonctionner nos finances publiques, ça vire assez rapidement au scénario noir ! Ça veut dire que si on ne fait rien jusqu'en 2030, on s'achemine vers un scénario gris à l'horizon 2035, par contre après, on arrive au bord de la falaise et on tombe vraiment. Le niveau de croissance ne suffit pas pour faire fonctionner les finances publiques avec la structure de population que nous aurons à ce moment là.

[*Un Business Plan à l'échelle de la France*]

Pour tenter de bâtir un business plan, notre méthode a reposé sur deux piliers. Premièrement, on est partie de notre expérience professionnelle et de la manière dont on peut construire un business plan dans une entreprise : vision du marché dans 3 ans, propositions d'investissement, de moyens, cheminement à définir, écueils à éviter.

Evidemment faire un business Plan à l'échelle de la France c'est un peu différent de celui d'une entreprise !

Alors nous sommes parties de la vision historique et nous nous sommes demandées comment avaient été réalisées les « 30 glorieuses » ? On ne les a pas connues puisqu'on est nées en 1973 toutes les deux, elles font plutôt partie d'un mythe dont nous parlaient nos grands-parents, avec une foi dans l'avenir, une foi collective qui était, je trouve, assez fantastique. Nous nous sommes donc replongées dans le plan de 1946, écrit par Jean Monnet³. Je vous avoue que l'on a eu une grande surprise ! Ce plan de 1946 est un petit bijou.

3. À la libération, Jean Monnet est chargé du plan pour relancer l'économie, en tant que commissaire au Plan, de décembre 1945 à 1952



Il ne résulte pas du hasard puisque Jean Monnet, à 18 ans, avait dit à son père qu'il allait quitter l'école et faire fonctionner l'entreprise familiale (de Cognac à Londres), il est allé aux Etats-Unis, il a fait du business à l'étranger puis il est revenu en France où il a participé à la résistance. Il a été moteur dans cette vision d'aller au-delà de la simple reconstruction, il a voulu moderniser la France et il l'a fait. La démarche de construction des « vraies 30 glorieuses » ne résulte pas du hasard. Le progrès ne vient pas en claquant des doigts, c'est quelque chose de pensé, réfléchi, construit. A tel point que l'inventeur de l'expression « les 30 glorieuses », Jean Fourastié⁴, parle dans son livre de « procédure du progrès ».

[Une procédure de progrès pour les 30 glorieuses

Comment en 1946 ont-ils pensé cette procédure ?

Pour la première fois, ils se sont défini des objectifs. Six objectifs pour six secteurs privilégiés ont été retenus, en ayant atteint un consensus entre les responsables politiques, les industriels, les syndicats, etc. C'étaient six objectifs bien ciblés sur lesquels ils avaient mis des chiffres, « on fera passer la production de houille de "x" millions de tonnes à "y" millions de tonnes entre 1946 et 1952 ». Ils ont décliné cela en recherchant les moyens à mettre en face, sachant que ces moyens faisaient défaut, qu'il s'agisse des ressources humaines du fait des nombreux morts du conflit de la seconde guerre mondiale (il leur fallait 20 millions d'ouvriers alors qu'ils n'en avaient que 15 millions) ou des moyens financiers. C'est le plan Marshall qui a financé. Ils avaient donc des ressources très limitées mais ils ont réussi à les optimiser. En bref, à définir une procédure du progrès qui permette une gestion efficace des ressources, en s'appuyant sur l'innovation. Mais plus que ça, le pari des 30 glorieuses c'était d'avoir créé une adhésion collective autour de cette idée de progrès. C'est cette adhésion collective qui nous manque le plus aujourd'hui. Pour y arriver on a tenté de décortiquer ce mécanisme.

4. Jean Fourastié, Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975, Paris, Fayard, 1979



[*La devise républicaine déclinée en économie*]

Avec ma co-auteure Karine Berger, nous nous sommes dit qu'au fond la devise républicaine de la France constituait un bon résumé de ce que pourrait être l'esprit d'une bonne procédure du progrès.

[*La liberté*]

La liberté, c'est la prise de risques, c'est-à-dire la capacité à se projeter et investir sur le futur. Liberté et prise de risque sont toujours associées. Quand on sort de sa zone de confort, quand on va développer un nouveau processus, comme Jean Monnet et ses équipes l'avaient fait pour la reconstruction, on prend un risque qui forcément à un moment donné, est aussi un risque personnel.

Intuitivement, la prise de risque a un caractère personnel. Ce qui a été fabuleux dans cette période des 30 glorieuses, c'est que le pays entier a adhéré à l'idée de progrès, d'investissement, de prises de risque et ce au-delà du caractère personnel. Comment y sont-ils parvenus ?

[*L'égalité*]

Ils sont parvenus à cette adhésion collective via le volet égalité, mis en œuvre par deux vecteurs : la protection sociale qui s'est développée et l'ascenseur social. Via cet ascenseur social, il y a l'idée qu'égalité ne rime pas avec égalitarisme mais que chacun est rétribué à la hauteur de ses efforts fournis. Ainsi, si tout un chacun n'a pas inventé l'airbus ou le tgv, ces inventions là ont bénéficié à tout le monde et elles ont eu un impact sur la vie quotidienne des gens, une sorte de richesse pour le pays dont tout un chacun a bénéficié.



[La fraternité

On ne vit pas en espace fermé, il faut donc organiser notre relation à l'autre. Comme le dit l'INSEE depuis très longtemps, la France est un pays d'immigration.

Le trio : liberté / égalité / fraternité

Les vraies glorieuses, les fleurons que l'on a eut : le tgv, les grands groupes, dont certains leaders mondiaux sont le résultat de la combinaison de ces 3 piliers. Ce trio constitue le modèle français qui diffère d'un modèle anglo-saxon, qui serait centré sur la consommation, sur l'idée qu'il peut y avoir un risk-taker qui dans son coin, a une idée de génie, tel Bill Gates qui fabrique Microsoft. Ainsi le modèle français n'est pas « unijambe » comme le modèle anglo saxon, il fonctionne à 3 pieds. Or faire fonctionner un trio est plus compliqué que faire fonctionner un seul moteur. Ce modèle français est efficace quand les trois piliers fonctionnent à la fois. Quand un seul déraile, pour des raisons diverses, le modèle tombe. Or, sur les 15 dernières années, quand on regarde, on se rend compte que les trois moteurs ont déraillé en même temps, au milieu des années 90.

Le pilier de la liberté s'est fissuré : On a beaucoup moins investi : en R&D par exemple, on voit que les investissements publics ferroviaires ont baissé de 40% sur la décennie 1995-2005. Pour autant, le relais n'a pas été pris par le privé, en tout cas, pas à la hauteur de ces investissements là.

La crise de 1993 a fait que les inégalités ont explosé en France. L'adhésion au modèle français, à la dynamique s'est donc fissurée. Aujourd'hui, selon une statistique 2009 sur l'Eurobaromètre, deux fois plus de Français que d'Allemands pensent que l'inégalité est nécessaire pour faire avancer le pays. Sous entendu : il faut qu'il y en ait qui se sacrifient pour que le pays avance. Le pilier de l'égalité s'est réellement fissuré depuis 15 ans, et ce sera sans doute compliqué de le faire redémarrer.

Enfin, la peur de l'autre a émergé : quand on regarde la part de la population étrangère dans la population active, on voit qu'il y a deux pays en Europe où elle baisse depuis 10 ans, ce sont la France et la Hollande. Dans tous les autres pays européens, ça augmente un peu. Cette dynamique là de la fraternité est donc également tombée.

Ce qui a fonctionné pendant les 30 glorieuses, ce fameux modèle social français, qui est plus compliqué à faire marcher qu'un modèle anglo saxon, s'est fissuré car les trois piliers du modèle sont tombés en même temps durant les années 90. Alors peut-on véritablement repartir ?



[Nos atouts de départ

Par rapport au reste de l'Europe, on a une population qui certes, vieillit, mais elle va rester plus jeune que dans le reste de l'Europe. On a une culture scientifique et technique qui est reconnue dans le monde entier, et qu'il faut faire fructifier chez nous.

Si on fait redémarrer le modèle social français en remettant ses trois piliers en œuvre, ça peut repartir ! On ne part pas de rien, on a des fleurons qui permettent de créer un levier.

[France Européenne 2040 en cinq objectifs

Notre business plan à l'échelle de la Nation, nous l'avons appelé France Européenne 2040 (parce que la France n'est pas toute seule). A l'instar des inventeurs du plan Monnet, nous nous sommes concentrées sur un petit nombre d'objectifs, en utilisant entre autres des indicateurs que la Commission européenne a définis. Ces 5 objectifs sont :

- doubler le taux de croissance du PIB par habitant d'ici 2040, de 2.3% par an,
- En terme d'adhésion et d'inclusion sociale faire baisser la pauvreté de 40% après transferts sociaux,
- Augmenter l'espérance de vie de 6 ans en bonne santé
- et deux objectifs qui portent sur la productivité des ressources, parce que contrairement à nos aînés, on sait que les ressources sont finies, en tout cas, qu'elles vont coûter cher car beaucoup de gens vont vouloir y avoir accès, Chine, Inde et Brésil en tête. Ces deux objectifs sont : multiplier par 4 les énergies renouvelables dans la consommation et diviser par 2 les énergies dans les transports.

Une fois ces objectifs définis, venons-en à la question des moyens. Nous proposons d'organiser ces moyens autour de 5 priorités. On pense que la sélectivité est très importante parce que cela évite le saupoudrage qui est du gaspillage d'argent et qui ne peut pas être efficace économiquement. Sur nos 5 priorités, on définit **3 secteurs d'investissement industriel**. Ces cinq priorités constituent un plan d'investissement à 90 milliards d'euros sur trois ans. On met 20 milliards sur l'énergie, 20 milliards sur les transports, 15 milliards sur la santé et 30 milliards sur aménagement et population, qui comprend l'éducation. Ce gros paquet est le volant RH du business plan. C'est celui pour lequel il est le plus difficile d'extraire une rentabilité. Quand on fait un investissement industriel, on a quand même des ordres de grandeur de la rentabilité qu'on peut en dégager. Pour le reste c'est un vrai pari mais c'est la condition sine qua non pour que ça fonctionne.



[Trois secteurs ciblés : transports, énergie, santé

Pourquoi ces trois secteurs et pas d'autres ?

D'abord parce que sur ces secteurs nous ne partons pas de zéro. Il faut choisir des secteurs sur lesquels on est déjà bons. Des secteurs qui créent des leviers pour d'autres. L'argent public doit être mis sur de la prise de risque à long terme. Financer des projets à court terme (2 ; 3 à 5 ans) les actionnaires privés peuvent très bien le faire, et le font d'ailleurs très bien. La prise de risque à court terme doit être largement portée par le privé, il n'y a pas besoin d'argent public pour cela. En revanche, le long terme, que ce soit du TGV, des centrales nucléaires (ça peut être un débat...), du vrai risque de long terme, c'est à la puissance publique de le porter. Pendant les 30 glorieuses, c'est la puissance publique qui a été l'étincelle, le squelette sur lequel les entreprises privées ont pu se raccrocher.

Faire réapparaître la puissance publique comme levier pour investir est-il à contre courant du débat actuel ? Pas tout à fait. Quand on écoute le discours sur l'état de l'Union du Président Obama, on se rend compte que ce dernier indiquait vouloir supprimer les niches fiscales sur toutes les compagnies pétrolières et que l'argent économisé serait consacré à faire de l'investissement public pour que la moitié de l'énergie électrique à horizon 2035 soit d'origine propre. Si les Etats-Unis, qui ont la réputation de favoriser le « risk taker » individuel se posent la question du rôle de la puissance publique dans la dynamique d'investissement, il n'y a pas de raison que cette réflexion sur la projection dans le futur n'existe pas en France.

Il ne s'agit évidemment pas de faire de la nationalisation, mais de créer un levier qui permette à d'autres d'avoir une croissance, d'engranger une activité économique qui permette la croissance du pays. Quand on regarde l'arrivée du TGV Méditerranée sur la zone de Marseille, en 10 ans il y a eu une explosion de l'activité économique d'origine privée. Dans un rapport du Conseil d'analyse économique, qui est passé assez inaperçu, il est dit qu'augmenter la vitesse des transports de 10% dans un pays contribuerait à augmenter la productivité de 3%. C'est important de dire que l'argent public investi permet de créer des leviers à l'investissement privé ; en somme que d'autres peuvent se greffer dessus et investir. Ce fut la dynamique à l'œuvre pendant les 30 glorieuses, une sorte d'aller-retour entre le public et le privé. Dans le livre, on cite l'exemple du groupe Bouygues. Il est évident que l'éclosion d'un tel groupe découle du génie de son créateur. Mais aussi génial fut-il, ce succès ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui si des passerelles intelligentes entre public et privé



n'avaient pas fonctionné. Prenez le pont de l'île de Ré : il a été construit en béton haute performance. Ce béton a été inventé dans les laboratoires de l'ENS Cachan, testé par les laboratoires du groupe Bouygues, et enfin mis en œuvre à grande échelle dans la construction du pont qui a toujours le record de temps de construction du monde. Ce type de partenariat ne repose pas que sur l'argent, il repose aussi sur la capacité de la puissance publique à prendre des risques et de décider.

Pour finir sur les transports, nous estimons qu'il est essentiel pour notre croissance de maintenir un fort niveau d'investissement dans ce domaine. Dans le premier chapitre – qui est un chapitre de fiction - on imagine que la France est capable d'inventer la voiture hybride qui consomme du 2L/100 km. Le pays qui va découvrir cela remportera des marchés phénoménaux, parce que quand le pétrole augmentera, consommer moins constituera un vrai gain et contribuera à faire chuter les émissions de CO2.

Sur la question de l'énergie, on met aussi 20 milliards d'euros : 5 milliards sur l'énergie solaire et 15 milliards sur le renouvellement du parc de centrales nucléaires. L'énergie est à la clé en terme de croissance, c'est véritablement le carburant à mettre dans le moteur de la croissance. Aujourd'hui on a quand même un déficit commercial qui fait 50 milliards d'euros, c'est quand même beaucoup. On a une dépendance énergétique qui est proche de 50% ce qui est moins que d'autres pays, que l'Allemagne notamment, mais il faut maintenir cet avantage compétitif là sinon sans énergie, on ne pourra pas faire fonctionner le moteur de la croissance. C'est plutôt un choix défensif qu'offensif.

L'autre choix que l'on fait c'est sur la santé en mettant 15 milliards d'euros sur ce secteur. On a plutôt tendance à voir la santé comme une demande, comme une dépense sociale que comme une offre. On est sûr que c'est le marché mondial qui connaîtra de la demande croissante du fait du vieillissement de la population. Si on ne fait rien, les dépenses sociales pour la dépendance vont représenter 25 à 30 milliards d'euros par an d'ici 2025-2030, ce qui sera très difficile à honorer. Il faudrait qu'on ait une croissance de 6 à 7 % ! Et puis, c'est un enjeu de productivité, de production véritablement commerciale. On voit qu'aujourd'hui, on a des grands groupes leaders sur un certain nombre de marchés mais ils ont des objectifs de rentabilité tels qu'ils se voient contraints de réduire certains investissements. On se fait grignoter peu à peu ce leadership et surtout on risque de sombrer dans une dépendance vis-à-vis d'autres pays qui eux, feront des découvertes. Le pays qui va trouver le vaccin comme la maladie d'Alzheimer sera capable d'en vendre par millions dans le monde. C'est une source de création de richesse pour un pays. Sur ce volet, le schéma que l'on propose est de créer des partenariats avec des universités,



sans faire de chèque en blanc (il n'y a pas de raison que l'Etat paye pour un certain nombre d'investissement sur des recherches de brevet et que ce soit uniquement des groupes privés qui engrangent de la richesse là-dessus).

Concernant l'aménagement/population, c'est sur le volet population que l'on a eu le plus de commentaires, c'est ce qui a été mis au débat par la presse et par certains groupes politiques. La question posée c'est « peut-on créer de la croissance » ? Dans notre postulat, c'est une croissance différente de celle des 30 glorieuses, mais on fait quand même le choix de la croissance avec une population qui vieillit et qui a une structure qui se déplace vers les plus de 65 ans. Typiquement aujourd'hui, les plus de 65 ans représentent 17% de la population française. D'après les projections de l'INSEE, cette proportion sera de 27% en 2035. Si on est proche de cette structure (le 1/3 de la population a plus de 65 ans), sommes-nous capable de créer 2,5 à 3,5% de croissance par an ? Ceci nous paraît compliqué. Il faudrait un peu ré-équilibrer la structure de la population pour qu'à l'horizon 2025, les plus de 65 ans ne représentent pas plus de 20% de la population. Pour ce faire, un seul moyen : faire appel à l'immigration ; non une immigration subie, ni même choisie, mais une immigration attractive. Aujourd'hui si vous allez dans une université en Inde, vous constaterez que les étudiants n'ont pas envie de venir étudier en France, leur eldorado est les Etats-Unis. Alors, comment faire en sorte que notre pays soit plus attractif ? Qu'il donne envie à des gens qui sont créateurs de richesse, à des techniciens, des commerciaux russes ou chinois de venir chez nous et de participer à la croissance ? C'est le volet le moins immédiat en terme de rentabilité. Si on voulait rétablir cette structure de population, il faudrait environ 300 000 immigrés par an quand nous en avons aujourd'hui tout au plus 100 000 par an.



[Comment financer tout ça ?

N'est ce pas utopique ?

Sur les 90 milliards, on en finance un tiers, en supprimant des niches fiscales : soit 18 milliards d'euros, dont 8 seraient affectés à la résolution du déficit et 10 pour le plan d'investissement. Il en reste donc 20 à financer que nous proposons de lever sur les marchés financiers. Dans le contexte actuel de tensions des marchés financiers, cette solution peut paraître périlleuse. Mais regardons un instant les ordres de grandeur. En 2009, la France est allée emprunter sur les marchés financiers 165 milliards d'euros et en 2011 elle va emprunter 190 milliards environ. L'évolution représente 25 milliards qui à ce stade n'ont pas servi à financer de nouveaux investissements en vue de créer de la croissance, mais uniquement à combler le déficit. A ce jour, la France est parvenue à récupérer ces 25 milliards. Nous faisons le pari qu'ajouter 20 milliards de plus au plan de levée de dette, en le justifiant par un investissement solide, peut « passer ». Ce n'est pas un ordre de grandeur délirant par rapport à ce qui existe aujourd'hui.

Bien sûr, si ce schéma fonctionne, ceci revient à augmenter la dette de la France. Si on ne fait rien, pour reprendre le schéma du début, on a un scénario gris mais les finances publiques partent à vau-l'eau.

Grosso modo, la France a 3 options : soit elle ne fait rien, soit elle fait de la rigueur, soit elle investit en vue de créer de la croissance. Nous avons tenté de simuler l'impact sur l'évolution de la dette de chacune de ces options.

- **Option « on ne fait rien »** : on arrive en 2025 avec une dette de 123% du PIB (contre 80% aujourd'hui). On aura un déficit à 8 ou 9% (contre 7% aujourd'hui), et surtout, les intérêts de la dette représenteront 5% du PIB (2% aujourd'hui).
- **Option « on fait de la rigueur »** : on va chercher 20 milliards d'euros qu'on coupe dans les dépenses : c'est bien au début, ça réduit bien le déficit, mais le souci, c'est qu'on fait toujours augmenter nos taux à 4% en 2020 et comme ils s'appliquent sur le montant total de la dette, ça refait partir les intérêts à la hausse. Et, comme on a toujours 1% de croissance on n'a pas suffisamment d'entrées fiscales, et il faut refaire du déficit, etc...etc... On arrive à horizon 2025 avec une dette représentant 107% du PIB .
- **Option « on fait de l'investissement »**. Actuellement, on est dans une période où les taux sont historiquement bas, la France n'a jamais emprunté pour aussi peu cher ! 2,70% ces dernières années, mais ça ne va pas durer éternellement. On se dit que c'est le moment d'investir. On constate que notre



scénario qui repose sur l'idée d'investir pour dégager de la croissance, permet de corriger cette dynamique néfaste de la dette. Quand on met les 20 milliards de plus par an, on augmente un peu ce que représente la dette en terme de PIB mais on arrive à corriger le déficit et au moment où les taux vont repartir à 4% on sera plus protégés car on aura engrangé une dynamique, on aura des rentrées fiscales qui permettront d'absorber ces coûts de dette. C'est indispensable pour arriver à stabiliser nos finances publiques

[*Constituer une "dream team"*]

On l'a dit, le Business plan France Européenne 2040 est avant tout un gros pari humain. On peut s'appuyer sur un certain nombre de conditions sur la partie purement industrielle du business plan, on a des exemples historiques à l'appui. Le gros pari c'est le pari humain qui est intimement lié à un pari politique. Pour mener un projet à l'échelle de la France, il faut trouver une dream team. On pense que c'est possible, mais c'est sur le fil du rasoir. Faire cet exercice nous a forcé à nous projeter dans le futur en identifiant la vision que l'on souhaite pour le pays. Quel est le pays qu'on aimerait avoir dans 30 ans ? Quand on est la 5ème puissance économique mondiale on ne peut pas dire que notre destin économique n'est pas de notre ressort mais de la faute à la mondialisation. On a quand même un certain nombre de leviers et de marges de manœuvre pour se prendre en main !
Je vous remercie...



I Débat avec le public :

/ L'idée sur les niches fiscales est intéressante mais il faut les sélectionner, c'est un travail important : Ne pourrait-il pas y avoir un projet de loi selon lequel on pourrait tout défiscaliser ? Il y a des contribuables qui ne payent aucun impôt.

Effectivement quand on regarde l'impôt sur le revenu moyen payé par les ménages, c'est 2 000 euros par an. Si on limite le montant des niches fiscales, en disant vous faites ce que vous voulez de la niche fiscale (vous embauchez une nounou, vous investissez dans les DOM TOM, etc...) mais elle est limitée au montant moyen de l'impôt sur le revenu acquitté par les ménages qui payent de l'impôt sur le revenu, si on capait ce montant à 2 000 euros, on récupérerait plus que les 18 milliards que j'ai évoqués précédemment. Ce serait en effet utile, mais il faut une volonté politique pour le faire passer !

/ Vous n'avez pas parlé de l'inflation et des différentiels taux d'intérêt/inflation ? Dans les années 80, on a connu une période de relance par un différentiel négatif, est ce que ce n'est pas envisageable ?

Dans nos scénarios, on est restées à du 1,5 - 2% d'inflation. Réduire la dette en faisant de l'inflation, ça a fonctionné pendant quelques années...C'est un long débat, on s'est posé la question. Aujourd'hui on est quand même dans l'euro, ce qui change un peu la donne par rapport à ce qu'on pouvait faire avant ! Il y avait des taux largement supérieurs à ceux qu'on a aujourd'hui, même si le différentiel était négatif. On n'a pas fait ce choix là parce qu'on a vraiment voulu s'inscrire dans une logique européenne, en disant que la France ne peut pas faire cavalier seul dans cette aventure, même si c'est un business plan français. Il y a tous les volets qui sont portés avec des partenariats, soit avec les Allemands, soit avec les Espagnols. On sait que pour lever 20 milliards d'euros sur les marchés financiers, on a besoin d'avoir le soutien de l'Europe. Si l'Europe nous lâche, on sera incapable d'emprunter. Et, pour qu'elle ne nous lâche pas, puisque l'Allemagne est un très fort poids sur l'inflation, on a renoncé à cette solution là qui est un peu la planche à billets facile !



/ Vous avez parlé de progrès et vous avez compris que le gros pari était le pari humain. Or, dans toutes vos propositions, le volet humain est absent en termes d'investissements et en termes de moyens. Quand vous parlez de tryptique liberté-égalité-fraternité, derrière, quelque soit le scénario quelles sont les personnes ? Aurons-nous les mêmes personnes qui vont appliquer les mêmes recettes ? Il n'y a rien sur l'aspect formation. Deuxièmement, ce qui me gêne le plus c'est qu'il n'y a aucune contre-partie au niveau public pour réduire le déficit et réduire le train de vie. Enfin, aujourd'hui on n'a plus de vision, le politique ne raisonne que sur le court terme.

Je suis en effet passée assez rapidement sur le volet humain. Mais c'est le 1^{er} montant d'investissement sur le business plan ! Sur les 90 milliards, il y en a 30 qui vont à l'éducation. C'est l'investissement qui peut s'avérer le plus stérile ou être le meilleur levier. Il faut bien sûr avoir les compétences. Il y a très peu d'études qui ont été faites pour déterminer combien coûte la ghettoïsation, ce qui me paraît être le plus dommageable en terme de levier économique en France. Aujourd'hui il y a plus d'une naissance sur quatre qui se fait dans les banlieues, et il y en aura la moitié en 2020. C'est-à-dire que la moitié de la population sera composée par des personnes qui auront toujours vécu dans les banlieues, dans un cercle vicieux, se disant que l'école ne sert à rien, se disant « je n'aurai pas de boulot à la sortie », ou « mieux vaut me débrouiller par moi-même ». On ne peut avoir une telle proportion de la société qui vive dans cet environnement là, c'est nocif à titre individuel et ça ne permet pas de créer de la richesse. Le seul chiffre qu'on ait trouvé pour estimer ce coût de la ghettoïsation, c'est par un think tank américain proche d'un parti démocrate qui dit que la ghettoïsation coûte 3,8% du PIB par an. Ce qui est énorme. Comme en France, on a des amortisseurs sociaux, divisons par exemple ce chiffre par deux. Ça veut dire que le fait de laisser les gens enfermés dans des quartiers coûterait l'équivalent de la croissance annuelle qu'on est capable de générer ! C'est monstrueux. Ça a un double effet : non seulement la ghettoïsation coûte cher mais en plus elle empêche les personnes qui vivent dans ces quartiers d'être elles-mêmes productives et donc de contribuer à la création de richesse. Pour corriger ce point, on met 30 milliards d'euros sur l'éducation.

Mais le plus important c'est l'organisation du territoire. On fait une proposition qui n'est pas très politiquement correcte dans le chapitre 1 de fiction : celle de supprimer les 36 000 PLU qui sont liés aux communes et d'avoir plutôt 2000 bassins de vie, répartis par exemple dans 8 ou 10 gros pôles régionaux. Si on fait de la mixité sur les territoires, l'éducation prend la main pour véritablement jouer ce rôle de levier. Si on pense que l'éducation est la clé pour notre société de demain, pourquoi sommes-nous le seul pays de l'OCDE qui depuis 1985 a



moins augmenté le salaire de ses profs à l'embauche que la croissance du PIB par habitant ? C'est une question qu'on souhaite remettre au débat public. Si l'investissement dans l'éducation est vu comme un investissement dans le futur (évidemment, il faut que ça soit bien fait, qu'il y ait une certaine organisation du territoire qui entre en ligne de compte), pourquoi n'est-ce pas notre priorité dans l'espace politique tel qu'il peut exister aujourd'hui ?

Les deux pistes qu'on avance sont la mixité sur le territoire et 30 milliards d'euros sur l'éducation fait de manière intelligente. Sur le tryptique, vous demandez si on fait avec les mêmes personnes ? Si on gagne le pari de l'éducation, la question ne se pose même plus, ce n'est évidemment pas avec les mêmes !

/ Si on n'engage pas un changement au niveau de l'homme sur la manière de faire et de gérer, quel scénario on proposera ? Il sera viable intellectuellement mais pas opérationnellement, car on ne saura pas le mener ! Aujourd'hui, c'est vrai, les profs sont mal considérés. Mais il faut dire aussi que le prof aujourd'hui n'a aucune direction, il n'est jamais surveillé, on ne regarde pas la qualité du travail qui a été fait. Ce n'est pas un domaine privé, ce sont nos enfants : on peut être exigeants sur la qualité à la sortie, on ne peut pas mettre des moyens sans contrôler les résultats, sinon ça fera des poches percées. Il faut raisonner pour être attractif, qualitatif mais dans tous les domaines.

Le volet RH est bien le plus difficile à mettre en oeuvre ! Dans l'éducation, qu'on contrôle le résultat, on est bien d'accord, mais il faut aussi se poser la question des moyens. Je considère qu'être dans une société où le salaire des profs à l'embauche augmente moins vite que le PIB par habitant, ce n'est pas normal !

/ Avez-vous envie de nous dire quelque chose sur le bilan que vous faites du grand emprunt ?

Il y a des choses qu'on aime bien et d'autres moins dans le Grand emprunt ! Pour le volet éducation, ils redéplient des poches qui existaient déjà mais grosso modo, ils arrivent à 35 milliards. On n'est pas très éloignées sur ce point là. Le point qui nous gêne le plus c'est qu'ils mettent 100 d'argent public et ils attendent 100 d'argent privé. Nous, on dit que si on veut avancer, il faut qu'on se concentre sur les investissements à long terme, sans attendre que Pierre, Paul ou Jacques se décide, sinon on y arrivera jamais ! D'ailleurs, j'ai un peu de mal à me positionner sur le Grand emprunt parce qu'on en revient à la question de départ : quelle est la visibilité, l'objectif qu'on veut se donner ? Il faut vraiment le marteler tous les jours pour savoir où on va !



/ Vous avez commencé votre exposé en disant que vous aimeriez bien mettre l'économie dans la campagne présidentielle. Avez-vous des idées pour y arriver ? On a quand même le sentiment qu'en France, on préfère parler de politique, de problème d'égalité, d'intégration, d'un tas de choses qui font polémique en permanence. Quand on regarde les émissions télévisées, on a toujours le sentiment qu'on n'arrive pas à y voir clair, à avoir des positions tranchées ? Ensuite, vous avez beaucoup parlé de grands projets et d'effets de levier, il y a non seulement la liberté de création mais aussi de développement des PME ? Nous savons bien que le handicap en France c'est le trop petit nombre de PME de taille que je qualifierais de critique. Enfin, c'est quoi la dream team et comment peut-elle émerger et faire le boulot ?

Comment mettre l'économie dans la campagne présidentielle ? Je ne sais pas si je pourrai répondre à cette question. Sur le livre, on a été contactées par des responsables politiques de droite comme de gauche et la question qui les gêne est que l'horizon de temps proposé pour le Business plan n'est pas l'horizon du temps politique. Un mandat dure 5 ans. C'est difficile de porter un projet ayant une vision à 30 ans quand on a que 5 ans devant soi, et je le comprends parfaitement ! Sur le volet finance publique je dois dire que la possible réaction des marchés financiers peut faire un peu peur aux responsables politiques. En fait, il faut affirmer une volonté, il faut y aller franco. Quand on voit que les Chinois investissent deux fois le PIB de la France ! Ils ne se posent pas la question ! Maintenant comment met-on l'économie dans la campagne ? La difficulté c'est que les économistes ont tendance à parler dans leur jargon. Or l'économie c'est quand même la vraie vie, avec des vrais gens, des vraies entreprises ! Discuter de notre avenir économique, de notre croissance, du levier que l'on peut avoir sur nous-mêmes, c'est un vrai pari. Il faut sans doute qu'il y ait quelques figures qui aient envie de la porter. Je ne sais pas si ce sera le cas en 2012 chez les candidats que nous aurons, mais c'est vrai qu'en 2012, si on ne saisit pas l'opportunité de se dire comment on investit dans le futur, on va se faire enfermer dans un scénario, se faire embourber par la dette et je ne sais pas comment on en sortira ? Sur l'effet levier sur les PME, vous avez raison. Les Peintres Picasso et Braque parlaient d'une cordée : quand ils découvraient quelque chose, l'autre s'appuyait dessus et ils avançaient comme ça. Il faudrait arriver à recréer une cordée en se disant que la puissance publique prend les investissements à long terme. Les PME s'y raccrochent via les marchés publics. (Il faudrait leur en réserver beaucoup plus comme ce qu'ont fait d'autres pays) Que leur croissance se rattache à ça. Je suis de la Région de Toulouse, il y a Airbus, mais près de chez moi il y a tout un tas de PME qui se sont développées, l'une fabriquant les cabines pour les 1eres classes, des



noms qui ne sont pas connus du grand public et qui vivent très bien, qui ont réussi à se raccrocher à cette commande publique. C'est cette partie là, ce levier qui nous paraît extrêmement important !

Le 3^{ème} point, ou comment faire émerger une dream team...j'ai parlé d'équipe et pas du « sauveur providentiel ». Nous pensons en effet que pour faire fonctionner le modèle français avec toute la complexité qu'il comporte, il faut une certaine diversité. Donc une équipe. Si on prend les trois composantes, liberté-égalité-fraternité, ce modèle économique français devra être porté par une équipe où chacun amène sa personnalité, son parcours, pour incarner l'une de ses trois valeurs. Personne dans la classe politique actuelle n'incarne les trois piliers à la fois. L'un sera plus porté sur l'investissement et la liberté ; l'autre sera la force de rappel sur l'égalité...il faut les trois composantes incarnées dans un gouvernement.

/ Dans le progrès qui a résulté des 30 glorieuses, il ne faut pas négliger une dimension qui est moins glorieuse et qui n'a pas été évoquée, c'est que pendant cette période où on a eu Airbus, le nucléaire, etc... en même temps on a laissé mourir tout un pan de l'activité économique comme la machine outil par exemple. Ça nous coûte probablement relativement cher aujourd'hui en terme de dynamique économique.

Non, pas forcément sur tous les secteurs parce que si vous prenez par exemple une entreprise qui est à Rueil Malmaison, l'entreprise Degremont qui est leader sur le traitement de l'eau, ils ont commencé seuls à fabriquer un processus de chaudronnerie. C'était au départ une toute petite PME, mais elle s'est ensuite raccrochée à des contrats publics, et fut aidée par la coface pour gagner des marchés à l'international. Il y a eu en effet sur certains secteurs, une sorte de levier pour faire fonctionner des PME dont les capitaux étaient totalement privés mais pas sur la machine outil c'est vrai.



/ Merci pour votre présentation qui nous donne une bouffée d'oxygène, mais en tant que médecin, je dis attention à ne pas confondre bouffée d'oxygène et réanimation. Dans la notion de réanimation, joue la notion de temps. Ce qui m'a perturbé dans votre exposé c'est le rapport à l'histoire. Vous présentez un business plan exclusivement dans le présent, qui ne puise pas ses racines dans le passé, qui ne se débarasse pas non plus du passé, ni du passif qui est extrêmement lourd. Par ailleurs, quand vous envisagez l'avenir vous le faites sur les bases actuelles : vous poursuivez le développement d'Airbus, du TGV en partant du postulat que l'on aura toujours besoin de se transporter, vous n'envisagez pas réellement de rupture au sens historique ou scientifique du terme. Quand vous parlez des 30 glorieuses, vous passez sur l'impact de la guerre. Or, les 30 glorieuses sont le produit de la guerre. La pyramide des âges à l'issue de la seconde guerre mondiale était très âgée par la force des choses. Vous nous présentez comme projet qu'il faudrait faire l'inverse de ce qui a fait la richesse de ces 30 glorieuses, quand vous dites que pour reconstruire la pyramide des âges, il faut réaliser une immigration attractive. Renverser cette pyramide des âges c'est bien faire l'inverse de ce qui a fait la richesse des 30 glorieuses puisqu'elles ont été construites sur des seniors. Vous évacuez aussi la notion de dream team : on ne sait pas bien qui va faire ça ? Les départs à la retraite sont à 65 ans, sauf pour le personnel politique...

Sur la pyramide des âges, je ne partage pas votre constat : l'âge des personnes dans l'équipe de Jean Monnet, c'était plutôt des quadras ! Ce sont des personnes âgées en moyenne de 40 ans qui ont été motrices du projet. Il ne faut pas oublier non plus qu'on a eu un recours massif à l'immigration pendant cette période là, avec des populations italiennes puis espagnoles et portugaises. Cette immigration a compensé le manque de jeunesse. Par ailleurs la moyenne d'âge des députés en 1981 était de 40 ans alors qu'aujourd'hui elle est plus proche de 60 ans.

Sur les ruptures, il est vrai que dans le livre on n'a pas inventé l'industrie de demain. On fait un premier chapitre de fiction : c'est quoi la France heureuse économiquement ? On invente le vaccin contre la maladie d'Alzheimer, on devient le leader en ayant un brevet qui permet de fabriquer la voiture qui consomme 2L/100km (dans notre scénario, on ne croit pas au moteur électrique). Alors pourquoi des secteurs qui ne sont pas en rupture ? Parce qu'on se dit que sans l'énergie, on ne fera pas de croissance. On met 5 milliards sur les énergies nouvelles à investir dès 2012 et 15 milliards en faisant fonctionner l'existant et en l'améliorant. On met un quart du montant à investir sur quelque chose de totalement nouveau, à développer. On ne veut pas totalement se couper l'herbe sous le pied. Après on prend les transports et la santé. Pour nous, la santé c'est véritablement un levier sur la création de richesse. Quand il faudra avoir une carte d'identité avec notre génome pour des assurances et qu'on ne



sera pas capables de le faire, en faisant un rapide calcul de ce que ça peut nous coûter, ça se voit dans une balance commerciale de manière non négligeable ! Les transports, on pense qu'il faut pallier au manque d'investissement qui a eu lieu sur les 15 dernières années.

/ Jacques Floch, Président de l'Institut Kervégan : Vous avez posé la question des ghettos, c'est un vrai problème que l'on connaît depuis la reconstruction de la France dans les années 50 où on a créé par nécessité, des quartiers entiers de logements. Petit à petit, ces quartiers là, on s'est abstenu de les faire vivre. On n'a commencé à rénover qu'à la fin des années 70, c'est-à-dire 25 ans après leur construction, à un moment où ils étaient dans un état avancé de difficulté. Ce n'est seulement qu'à la fin des années 80 qu'une dotation spéciale a été votée par le parlement pour alimenter les caisses des communes qui avaient des quartiers en difficulté⁵. Le coût à la fois social et le coût réel en sonnait et trébuchant, on avait tenté de le chiffrer, mais le chiffre s'avérait tellement élevé qu'on n'a jamais osé le rendre public. Si on avait rénové et fait en sorte que les problèmes n'existent pas, c'était largement le budget de l'éducation nationale. On ne pouvait pas avoir deux budgets de l'éducation nationale alors on a dit que les collectivités se débrouilleraient pour le faire. Je suis persuadé que la rénovation urbaine dans les quartiers en difficulté serait un enrichissement pour notre pays. Pourquoi envoyons-nous dans ces quartiers des jeunes enseignants ? Sans formation ? Sans expérience ? Pourquoi on y envoie des jeunes policiers qui sortent de l'école ? Une ville comme Clichy sous bois, où il y a eu ce drame, était sans commissariat alors qu'elle compte 40 000 habitants. Il n'existe que depuis quelques mois. Ça veut dire que la France n'a pas pris en compte ce genre de problèmes et elle s'est appauvrie parce qu'elle supporte ce genre de difficulté.

/ Je ferai une remarque générale sur le terme mendésiste d'être déterminé. Qu'est ce qui peut vous pousser à l'être ? Je pense qu'après la guerre, il y avait une envie furieuse de vivre et de croire que demain sera meilleur. Le contexte était quand même très différent. En plus c'est quoi le progrès ? Quand on part d'une table rase, on y voit déjà plus clair.

Je suis sensible sur le chiffre concernant le renouvellement du parc nucléaire. A partir de quel postulat vous pouvez dire que c'est un choix qui peut être prôné sans se poser la question de la pertinence de ce que ça peut entraîner pour les générations futures ? Sur l'immigration, renouveler le corps social avec un ajout de gens qui nous apporteront des choses nouvelles, c'est idyllique, je ne vois pas pourquoi on serait contre. Ça me paraît plus compliqué à mettre en œuvre à la fois pour savoir qui peut être attiré pour venir et comment on est capable d'accueillir ?

5. la DSU : dotation spéciale urbaine



La détermination est un beau sujet de philosophie ! Selon un sondage de ce début d'année, les Français sont plus déprimés que les Irakiens et les Afghans ! D'un côté on a cette vision déprimée et de l'autre, on est quand même le pays qui fait le plus d'enfants en Europe. C'est quand même que l'on a une foi individuelle en l'avenir. Pour autant, cette foi on n'arrive pas à la partager collectivement. On manque d'une dynamique collective. Je pense que ça passe par le levier politique, mais comment faire ? Je ne sais pas aujourd'hui quelle est la politique économique de la France, comment on veut se projeter pour que l'on devienne tous déterminés ?

Sur la question du parc nucléaire, des 15 milliards qu'on met et de leur pertinence, c'est une vraie question. Ce montant on l'a calibré en prenant des prix de réacteurs, en renouvelant la plus grande partie sur les 58 existants. Quand l'énergie nucléaire a été décidée par Pompidou dans les années 70, ils projetaient que 10 ans après, la totalité de la production électrique serait faite avec du nucléaire. Aujourd'hui, quand on regarde les débats sur l'énergie, aucune organisation écologique ne dit que dans 15 ans 80% de l'énergie électrique sera d'origine verte. Même là, on se censure sur une projection et une vision du futur, par rapport à ce qu'on faisait dans les années 70. Le TGV décidé en 1974 a inauguré sa première ligne en 1981, 7 ans après seulement. Aujourd'hui, à Toulouse, le TGV on l'attend toujours ! Pourquoi n'arrive-t-on plus à lancer de gros projets aujourd'hui ? Sur l'immigration, dans notre scénario, on transforme tout le service de l'Etat dédié à la RGPP en grand pôle de ressources humaines. On va recruter dans des universités indiennes ou chinoises, on lance des grands projets avec les entreprises, on fait une vraie mobilisation autour d'une opération de recrutement : l'objectif étant d'atteindre 300 000.

/ Je voudrais donner un début d'explication sur les raisons d'une moindre vision d'avenir aujourd'hui. Je crois que dans les années 60 ou 70 le niveau de culture scientifique et technique des décideurs politiques et économiques étaient plus élevé qu'aujourd'hui. Les gens comprenaient ce dont ils parlaient, et ce sur quoi ils décidaient. De nos jours, ils ont du mal à prendre des décisions devant des phénomènes qu'ils ne maîtrisent pas !



/ J'aime bien votre analyse des causes de nos difficultés que vous situez en interne avec des solutions à trouver aussi en interne. Sur la mise en oeuvre des solutions, j'ai l'impression par contre que c'est un peu un retour en arrière : avoir un centre éclairé, une dream team qui prend des décisions à travers des territoires, comme supprimer des PLU, ça passait à une époque, aujourd'hui ça ne marcherait plus, même avec un dirigeant éclairé. Je pense, qu'autant il faut une vision de l'avenir à construire, autant dans sa mise en œuvre, ça ne peut pas passer par le centre. L'Etat doit être riche mais il ne peut pas tout faire et décider à la place des autres. Pour partager cette vision il faut laisser la place à la parole locale, au dialogue social. La croissance donne des travailleurs pauvres et on tient comme normal que la croissance aboutisse à ce genre de résultat ! Justement, la population trouve que ce n'est pas normal. Le doute sur le progrès, le fait qu'il y ait des protestations à chaque projet d'investissement, c'est aussi la perte de la croyance que la croissance génère de l'égalité et des revenus pour être libres. Donc, une des conditions est qu'il y ait un dialogue organisé dans des écosystèmes locaux, entre les PME, les élus, les décideurs...

Sur le lien local/central, en effet il s'agit d'arrêter de voir Paris comme le centre d'un tout. Cette politique d'investissement ne résout pas toutes les questions. Ce qui semblerait intéressant en revanche, c'est d'avoir 8 ou 9 grandes métropoles dotées d'une taille critique pour mener véritablement ces politiques d'investissement et de ré-organisation ; 8 grands espaces autour des grandes villes qui ont émergé, qui ont une réelle dynamique et qui peuvent essayer à leur tour, à l'échelle des régions allemandes, des landers. On serait dans une taille critique proche de ce qui se fait en Europe. On n'a pas balayé la dynamique locale mais on l'a juste remise à un niveau plus élevé. Au lieu d'avoir 22 régions, on en aurait une dizaine. Sur le retour en arrière, on fait référence au mythe des 30 glorieuses. Les réactions que l'on a sur le livre, c'est qu'effectivement, le mot croissance n'est pas un mot qui intéresse, les gens se positionnent pour ou contre. Ce terme de croissance est trop abstrait pour faire émerger un débat dans l'économie. Sur la culture scientifique, je ne peux qu'être d'accord. Depuis 10, 15 ans dans certaines entreprises publiques, on n'a plus de grands patrons scientifiques. C'est d'autant problématique que ça devient plus complexe. Le cas typique, c'est l'entreprise qui, il y a 30 ans prenait des risques industriels, faisait des expérimentations. Aujourd'hui elle est présente dans 75 pays et la prise de risque est devenue un risque politique. Dans le premier cas c'était créateur de croissance, dans le second on ne crée rien de nouveau.



/ La dimension européenne est quelque peu sous évalué et je me demande quelle capacité nous avons, Français, de devancer une révolution à l'intérieur de nos frontières ?

Sur l'Europe, c'est clair, si on veut mener ce projet, il faudra le faire en partenariat. Dans notre 1^{er} chapitre, le président élu va tous les 15 jours à Berlin, il met un ministre allemand dans le gouvernement, un vrai ministre, à l'industrie par exemple. On va faire les transports avec les Allemands, la santé avec les Espagnols. On refait un serpent fiscal européen, une sorte de borne haute et basse sur la fiscalité.

